NOTE DE SYNTHÈSE

45e session · Séance constitutive de la mandature 2026-2032

JOUR 4 · JEUDI 15 OCTOBRE 2026

LIEU	Centre de conférences ministériel du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Paris
SOURCE	Retransmission en direct de la séance plénière sur la chaîne YouTube de l'Assemblée
ORDRE DU JOUR	Rapport du Gouvernement sur la situation des Français établis hors de France ; présentation des services de la DFAE ; vote de la motion sur les vice-présidences de commission
COUVERTURE	Séance du matin, de 9 h 37 à 13 h 09 ; reprise de 14 h 17 jusqu'à l'interruption de la retransmission vers 14 h 30
ÉTAT AU	jeudi 15 octobre 2026, 14 h 50 (retransmission interrompue vers 14 h 30) ; adoption de la motion ajoutée le vendredi 16 octobre

L'ESSENTIEL

- Séance ouverte à 9 h 37 par le vice-président **M. Christophe Lejeune**. Les noms des commissions ont été arrêtés le matin en bureau élargi ; la motion sur les vice-présidences de commission, prévue à 12 h 30, est reportée à l'après-midi.
- **M. François Penguilly**, directeur adjoint de la DFAE, présente le rapport de l'administration : **1 791 837 inscrits** au registre (+ 120 000), des délais en baisse et une modernisation présentée comme un renforcement du service de proximité.
- **Programme 151 : 166,7 M€** dans le projet de loi de finances 2027 (+ 13,75 M€), du fait de la présidentielle, désormais intégralement financée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; aides sociales, bourses et handicap préservés.
- Pour la présidentielle de 2027 : promotion de **France Identité**, propagande dématérialisée, fin de l'envoi des bulletins par la poste ; suppression du vote par correspondance aux législatives.
- Questions des groupes sur l'identité numérique, l'état civil en ligne, la CFE, les certificats de nationalité et la connaissance des Français de l'étranger. M. Penguilly annonce un **test grandeur nature** du vote avec France Identité en novembre et précise que la subvention à la CFE est de 0,38 M€.
- **Motion sur une vice-présidence supplémentaire par commission** : mise aux voix à 14 h 22. ALICE, privée de vice-présidence dans la répartition prévue, votera contre et évoque un recours ; les non-inscrits

réclament un poste. La retransmission s'interrompt vers 14 h 30, avant le résultat ; **la motion est adoptée**, comme l'indique la présidence de séance le lendemain (décompte non retransmis).

RAPPORT DE L'ADMINISTRATION · CHIFFRES CLÉS

Jeudi 15 octobre 2026 · présentation de 9 h 40 à 10 h 10

LES SERVICES AUX FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER EN CHIFFRES

Présentés par M. François Penguilly, directeur adjoint des Français à l'étranger et de l'administration consulaire



9 h 52. M. François Penguilly présente le rapport de la DFAE.

RÉSEAU CONSULAIRE

Inscrits au registre (30 septembre 2026)	1 791 837
Titres d'identité et de voyage délivrés en 2026	361 457
Délai moyen de rendez-vous	11 jours (16)
Tournées consulaires en 2026	plus de 430
Postes consulaires	208
Satisfaction des usagers (septembre 2026)	96 %

Inscrits : + 120 000 en un an. Entre parenthèses, le chiffre antérieur cité. Ouverture d'un consulat général à Nuuk, fermeture de celui de Karachi, transformation de la section consulaire de Yaoundé en consulat général.

BUDGET ET POLITIQUES PUBLIQUES

Programme 151 dans le projet de loi de finances 2027	166,7 M€, soit + 13,75 M€, surtout pour la présidentielle
Aides sociales directes	14,33 M€ en 2026 pour 4 081 allocataires ; 15,36 M€ prévus en 2027
Bourses scolaires	103,65 M€, maintenues en 2027
Allocations handicap	6,9 M€ pour 1 829 bénéficiaires
Soutien au tissu associatif (STAFE)	taux de rejet de 25 % à 7 % ; plafond abaissé à 10 000 € par projet
Élections consulaires de mai 2026	participation 13,98 % ; 234 463 votants (+ 17 %) ; 85,35 % en ligne

À RETENIR

- Des services consulaires en voie de **dématérialisation** : France Consulaire (1,7 million d'appels), état civil électronique (4 millions d'actes, délai ramené à 48 heures), pré-demande de titres en ligne (88 000), renouvellement des passeports à distance (3 000).
- **France Identité** érigée en priorité pour la présidentielle : 45 000 certifications en consulat, un parcours simplifié depuis juin 2026.
- Pour la présidentielle des 17-18 avril et 1er-2 mai 2027 : propagande dématérialisée, fin de l'envoi postal des bulletins ; le projet de loi de finances supprime le vote par correspondance aux législatives.

ET MAINTENANT

- Réforme de la CFE après le rapport IGAS-IGF de juin, notamment la catégorie aidée ; convention 2027-2030 à préparer.

- Pôle dédié aux Français de l'étranger au sein d'une maison départementale des personnes handicapées existante.
- Évaluation du renouvellement des passeports à distance d'ici fin 2027 ; refonte du registre des Français établis hors de France.

I OUVERTURE DE LA SÉANCE

La retransmission reprend à 9 h 35 ; la séance s'ouvre à 9 h 37 sous la présidence du vice-président.



10 h 10. La tribune : la secrétaire générale adjointe, les deux vice-présidents, M. François Penguilly et le secrétaire général.



9 h 38

M. Christophe Lejeune

Vice-président de l'AFE, présidant la séance

- Annonce une journée consacrée aux présentations de l'administration, dont les membres sont « à votre disponibilité » pour échanger.
- Indique que le bureau élargi s'est réuni le matin, que **les noms des commissions sont actés** et que la motion sur le second vice-président de chaque commission sera mise aux voix à 12 h 30.

II RAPPORT DE L'ADMINISTRATION

Le directeur adjoint de la DFAE présente l'état des chantiers, les moyens et la feuille de route, dans le prolongement du rapport du Gouvernement sur la situation des Français établis hors de France publié en août (9 h 40 à 10 h 10).



9 h 40

M. François Penguilly

Directeur adjoint des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

RÉSEAU ET MOYENS

- Intervient à la place de la directrice, Mme Pauline Carmona, appelée par le ministre à diriger son cabinet, dont il salue l'action.
- Inscrits au registre en hausse pour la cinquième année consécutive : **1 791 837** au 30 septembre 2026. Délai de rendez-vous ramené de 16 à 11 jours ; plus de 430 tournées consulaires.
- 50 créations nettes d'emplois entre 2023 et 2025 ; effectifs préservés en 2026, avec 23 postes ouverts par redéploiement. 208 postes consulaires ; une cellule d'excellence consulaire, créée en septembre 2025, intervient dans les postes en difficulté.

BUDGET 2027

- Le ministre a présenté le service public aux Français de l'étranger comme « la première mission de ce ministère ». Programme 151 : **166,7 M€**, en hausse de 13,75 M€, en raison de la présidentielle, désormais entièrement à la charge du ministère, et d'une provision pour d'éventuelles législatives anticipées.
- Affaires sociales maintenues à 19,6 M€ et aide à la scolarité à 106,15 M€ ; crédits de modernisation en légère baisse.

ÉLECTIONS

- Consulaires des 30 et 31 mai : participation de 13,98 % (15,06 % en 2021), mais 17 % de votants en plus ; 85,35 % ont voté en ligne ; 13 recours devant le Conseil d'État. AFE des 27 et 28 juin : 53 listes. Sénatoriales du 27 septembre : une seule abstention sur 533 grands électeurs.
- Présidentielle des 17-18 avril et 1er-2 mai 2027 : 1,8 million d'électeurs, propagande dématérialisée, fin de l'envoi postal des bulletins ; le projet de loi de finances prévoit aussi la suppression du vote par correspondance aux législatives.

MODERNISATION

- **France Identité**, « réellement une priorité » : 45 000 certifications en consulat depuis mai 2025 ; parcours simplifié de l'ANTS depuis juin 2026, en une seule étape au consulat, sans FranceConnect préalable. Il appelle les élus à le relayer.
- France Consulaire : couverture mondiale depuis décembre 2025, 3 000 appels par jour, 96 % de décroché et 90 % de satisfaction en 2025.
- État civil électronique : plus de 4 millions de copies et extraits, en 48 heures ; registre électronique testé dans six postes pilotes. Passeports renouvelés à distance au Canada, au Portugal, en Espagne et en Australie (3 000 depuis mars 2025).
- Timbre électronique pour 64,6 % des passeports ; 88 000 pré-demandes de titres en ligne depuis février 2026. Selon lui, cette modernisation permet aux agents de se concentrer sur l'accueil et la protection consulaire.

SOLIDARITÉ

- Aides sociales : 14,33 M€ pour 4 081 allocataires, taux de base revalorisés de 5,6 % en moyenne grâce à une nouvelle méthode de calcul fondée sur le RSA ; 15,36 M€ prévus en 2027, notamment pour les personnes âgées en perte d'autonomie.
- Handicap : 1 829 bénéficiaires pour 6,9 M€ ; projet de pôle dédié dans une MDPH existante. Bourses scolaires maintenues à 103,65 M€ malgré la hausse des frais liée à la réforme de l'AEFE.

- CFE : le ministère participe à la réflexion interministérielle sur la réforme, notamment la catégorie aidée, et veillera à préserver l'accès aux soins des plus modestes.
- Rapatriements : 117 en 2025, 78 en 2026 ; il appelle chacun à s'assurer pour le rapatriement. STAFE déconcentré, avec de meilleurs résultats ; priorités 2027 : violences faites aux femmes, personnes vulnérables, numérique.
- Violences faites aux femmes : plus de 300 référents et 230 situations suivies en 2025 ; 2 259 détenus suivis.

III QUESTIONS DES GROUPES

Une prise de parole par groupe, de 10 h 11 à 10 h 23.



10 h 11

Mme Anju Chazot

Présidente du groupe Progressistes, écologistes et solidaires

- La certification des cartes d'identité reste « un peu complexe » et méconnue dans certains pays : comment renforcer la communication, avec quels objectifs chiffrés ?
- Pour la présidentielle, dans des circonscriptions très étendues, quelles instructions pour renforcer les tournées consulaires, et combien sont prévues ?



10 h 14

Mme Nadine Fouques-Weiss

Pour le groupe Solidaires et indépendants

- Relève que le ministère, « qui a le plus petit budget » du Gouvernement, assumera seul le coût des élections, soit « 13,7 millions » qui ne serviront pas à autre chose.
- L'identité numérique est « un excellent progrès », mais la procédure reste difficile ; seuls 2 à 3 % des Français de l'étranger disposeraient selon elle d'une identité numérique valide.
- Une subvention d'environ 400 000 € à la CFE n'est « en aucun cas suffisante » : la catégorie aidée coûte à la caisse 5 M€ par an ; elle demande des décisions sur cette catégorie et les anciens contrats.



10 h 16

Mme Daphna Poznanski-Benhamou

Conseillère à l'AFE (Israël et Territoires palestiniens)

- Sans FranceConnect, les demandes d'actes d'état civil passent par service-public.fr, où des « sites miroirs » font payer 35 € sans rien délivrer : une Française de Tel Aviv attend sa copie intégrale depuis le 23 avril et ne peut déposer sa demande de pension de réversion.
- France Identité ne fonctionne pas sur tous les téléphones ; ratés persistants du registre et du vote électronique (SMS ou identifiants non reçus).
- Demande un bilan des recouvrements de pensions alimentaires pour les femmes restées à l'étranger avec leurs enfants.



10 h 19

M. Nicolas Nouelle-Parrat

Conseiller à l'AFE (Europe du Nord)

- S'inquiète de la généralisation, dans certains postes, des certificats de nationalité française exigés pour une première demande de passeport, y compris pour des électeurs inscrits.
- Juge la charte des élus insuffisante, une enquête sur le 14 juillet montrant des pratiques très différentes selon les postes, et suggère la maison du handicap de Loire-Atlantique, proche des services du ministère à Nantes.



10 h 21

M. Geoffroy Bunetel

Conseiller à l'AFE (Asie centrale et Moyen-Orient)

- Le rapport du Gouvernement est « plutôt un rapport sur l'administration que sur les administrés » ; le registre sous-représenterait les Français les plus jeunes et les plus précaires.
- Propose de mobiliser l'INSEE, de mieux mesurer la contribution fiscale et les trajectoires des Français établis hors de France, et d'accélérer la publication du rapport, qui portait sur 2025 et a paru deux mois plus tôt.

IV RÉPONSES DU DIRECTEUR ADJOINT

M. François Penguilly répond aux groupes de 10 h 23 à 10 h 41.

- **France Identité** : un peu moins de 45 000 Français de l'étranger certifiés ; un **test grandeur nature** de vote est prévu dans la seconde quinzaine de novembre, en vue d'éventuelles législatives, avec des électeurs volontaires. Le déplacement au consulat reste nécessaire une fois, pour les empreintes ; seuls certains téléphones, capables de lire la puce de la carte d'identité, sont compatibles.
- **Tournées consulaires** : plus de 430 depuis janvier, systématiquement recommandées aux postes ; des tournées recueilleront les procurations avant la présidentielle.
- **Coût des élections** : il ne s'agit pas d'un coût supplémentaire mais d'un « rebasage » : environ 14 M€ de crédits du ministère de l'Intérieur sont transférés au programme 151 pour les élections nationales.
- **CFE** : la subvention prévue est de 0,38 M€, comme habituellement, contre le double en 2026 grâce à un amendement sénatorial ; les reliquats d'aide sociale, qui l'avaient portée à plus d'un million l'an dernier, seront moindres cette année.
- **Certificats de nationalité** : instructions aux postes pour ne les demander qu'en cas de « doute sérieux », sauf obligation fixée par le ministère de l'Intérieur (acquisition par mariage).
- **Handicap** : la CNSA et la direction de la sécurité sociale ne jugent pas justifiée une MDPH dédiée ; un pôle au sein d'une MDPH existante est à l'étude, sans qu'il soit encore possible de la désigner.
- **Connaissance des Français de l'étranger** : entre 2,8 et 3,2 millions de Français établis hors de France pour 1,8 million d'inscrits ; l'analyse qualitative dépasse les moyens et les missions de la DFAE. Le rapport, publié en août, devrait paraître plus tôt l'an prochain.

V PRÉSENTATION DES SERVICES DE LA DFAE

Après une pause de 10 h 42 à 10 h 57, les services de la DFAE présentent leurs activités ; les questions sont regroupées à la fin.



10 h 57

Service des conventions, des affaires civiles et de l'entraide judiciaire (SAEJ)

Présentation par la cheffe de service

- 382 agents, dont 342 à Nantes, répartis en trois piliers.
- **Protection des droits des personnes** : environ 2 400 à 2 600 Français privés de liberté suivis, sans ingérence dans les procédures ; protection des mineurs et des familles (déplacements illicites, mariages forcés, violences faites aux femmes, objet d'une séquence l'après-midi) ; **recouvrement des créances alimentaires** : 1 683 dossiers dans 79 pays, dont 96 % au bénéfice de femmes.
- **Conventions et entraide judiciaire** : accords sur la fiscalité, la sécurité sociale, les retraites, les permis de conduire, la mobilité des jeunes, accords migratoires, arraisonnement de navires liés au narcotrafic ; commissions rogatoires, extraditions, transfèrements.
- **Service central d'état civil et de la nationalité** (Nantes) : événements d'état civil survenus à l'étranger et demandes de nationalité.

Mission des conventions et de l'entraide judiciaire

- **124 conventions fiscales**, dont cinq suspendues (Niger, Mali, Burkina Faso, Russie, Biélorussie) ; chacune fait l'objet d'une fiche opposable au Bulletin officiel des finances publiques.
- **38 accords de sécurité sociale**, plus deux en attente d'approbation parlementaire : avec la coordination européenne, 80 % des Français de l'étranger sont couverts ; le chômage est toujours exclu et l'extension du réseau se heurte à l'équilibre financier.
- **Permis de conduire** échangés avec 109 États et territoires ; depuis un avis du Conseil d'État de 2016, seuls les accords intergouvernementaux offrent une garantie juridique, mais la réciprocité est maintenue lorsque la sécurité routière du partenaire est garantie.
- Service national des binationaux (convention du Conseil de l'Europe de 1963), transfèrement des condamnés (décision gouvernementale, condamnation définitive, infraction reconnue en droit français), sépultures militaires.



11 h 21

Mme Gaëlle Le Pape

Sous-directrice de l'état civil et de la nationalité (service central d'état civil, Nantes)

- Créé en 1965 après la décolonisation, installé à Nantes, le service gère **16 millions d'actes** (11 millions numérisés) et en délivre 2,3 millions par an, dont 1,1 million directement aux usagers ; 170 000 mentions et 80 000 livrets de famille par an ; 65 000 actes établis pour les nouveaux Français en 2025.
- Transcription centralisée pour l'Algérie (depuis 1994), la Tunisie, le Maroc, la Suisse, le Liechtenstein, le Luxembourg, Monaco et seize « pays orphelins » (Afghanistan, Corée du Nord, Libye, Niger…).
- Registre d'état civil électronique : près de 5 millions de copies et extraits délivrés, en 4 jours en moyenne (24 heures en juin 2026) ; **déclaration en ligne des naissances survenues à l'étranger début décembre 2026**.

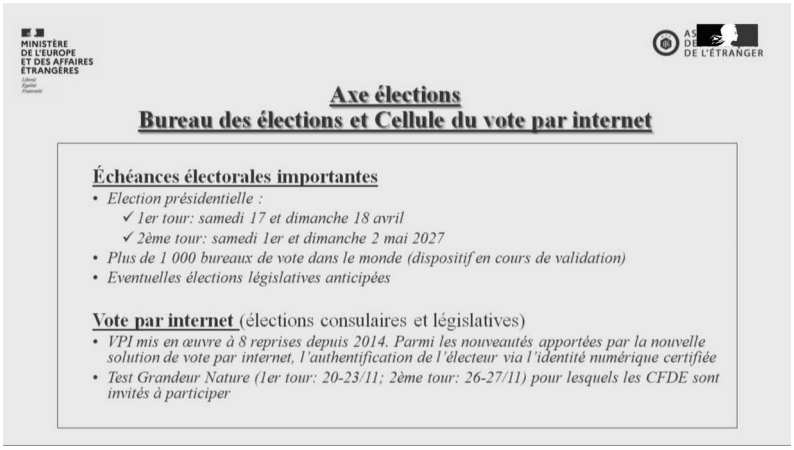
Sous-direction de la protection des droits des personnes



11 h 46. Diapositive de la sous-direction de la protection des droits des personnes : les situations de mineurs et de familles suivies.

- Près de **2 700 détentions** portées à la connaissance des services en 2025 (+ 20 %), dont 48 % en Europe occidentale ; un détenu peut refuser que son incarcération soit notifiée, ou que sa famille en soit informée.
- **1 222 situations de mineurs et de familles** suivies fin 2025 (+ 27 %), dont 487 déplacements illicites d'enfants, 341 mineurs en danger, 177 dossiers de violences intrafamiliales (+ 53 %) et 17 mariages forcés.
- La hausse des signalements de violences faites aux femmes est présentée comme le signe que la communication fonctionne ; une séquence spécifique est prévue l'après-midi.
- Recouvrement des créances alimentaires : environ 1 800 dossiers actifs en 2025, à 96 % au profit de femmes, pour un **taux de recouvrement de 18 %**.

Sous-direction de l'administration des Français



11 h 52. Diapositive de la sous-direction de l'administration des Français : les échéances électorales.

- Présentée par Mme Cécile Merle : 32 % de binationaux parmi les inscrits, cinq pays rassemblant 40 % d'entre eux.
- Présidentielle : premier tour les samedi 17 et dimanche 18 avril, second tour les samedi 1er et dimanche 2 mai 2027 ; **plus de 1 000 bureaux de vote** dans le monde, dispositif en cours de validation ; préparation d'éventuelles législatives anticipées.
- Vote par Internet, utilisé huit fois depuis 2014 : **test grandeur nature du 20 au 27 novembre** avec plus de 13 000 volontaires, dont 4 000 disposant de l'identité numérique ; tous les conseillers des Français de l'étranger sont invités à y participer.
- Centre des titres à Nantes : demandes de 97 postes, environ 30 % des 500 000 demandes annuelles. Les tournées consulaires peuvent désormais certifier l'identité numérique ; 45 000 certifications à l'étranger, contre 4 millions en France.

- Contentieux multiplié par trois en trois ans ; plus de 500 consuls honoraires ; journée défense et citoyenneté en ligne en négociation avec le ministère des Armées ; **inscription au registre portée de 5 à 10 ans**, un projet en cours.



12 h 02

Mme Clélia Fleury

Cheffe de la mission de l'aide à la scolarité et de l'action sociale

- **Bourses scolaires** : environ 70 % du programme 151 ; 98,39 M€ pour 18 771 boursiers en 2025, un nombre en **baisse de 26,5 % en dix ans** ; les frais de scolarité augmentent de 7 % avec la réforme de l'AEFE, d'où la reconduction des crédits en 2027. Réforme de l'attribution engagée avec l'AEFE (simplification, calendrier avancé) et nouvel indice de parité de pouvoir d'achat, pour le rythme sud en 2027 puis le rythme nord à la rentrée 2027.
- **Élèves en situation de handicap** : 474 élèves accompagnés, avec un budget passé de 300 000 € à 2,4 M€ en quelques années.
- **Aides sociales directes** : allocations de solidarité, allocations handicap, secours pour enfants ; 160 000 € transférés du STAFE vers ces aides. La prestation d'assistance consulaire dans l'Union européenne prend fin à la fin de l'année.
- STAFE : 238 projets financés dans 99 pays en 2025. **Rapatriements** : budget de 800 000 € par an, alors qu'un rapatriement sanitaire peut coûter jusqu'à 300 000 €.
- **Lutte contre la fraude sociale** : les postes accèdent au répertoire national commun de la protection sociale et, bientôt, aux fichiers des impôts, des comptes bancaires (FICOBA) et des contrats d'assurance vie (FICOVIE).

VI QUESTIONS SUR LES SERVICES DE LA DFAE

Neuf conseillers interrogent l'administration de 12 h 21 à 12 h 39 ; le vote de la motion, prévu à 12 h 30, est reporté à 14 h 15.

- **Mme Armelle Hammoumi Müller** : onze jeunes Français tout juste majeurs arrêtés cet été à Bangkok, victimes d'une arnaque sur Snapchat (vacances payées contre le transport d'une valise de drogue) ; quel plan de prévention en France ?
- **M. Gérard Epelbaum** (États-Unis d'Amérique) : date applicable pour la désuétude d'un passeport ; aides au rapatriement des corps de personnes indigentes.
- **M. Guillaume Salha** : difficulté des familles à faire parvenir des effets aux détenus.
- **M. Frédéric Schauli** : consultations juridiques gratuites pour les victimes de violences ; détenus libérés par anticipation au Royaume-Uni ; reconnaissance des permis de conduire ; calendrier de la journée défense et citoyenneté en ligne.
- **M. Oussama Laraichi** : élus siégeant dans des conseils consulaires d'autres circonscriptions ; **mal-être et burn-out d'agents consulaires**, les élus pouvant servir de relais discret ; second tour de la présidentielle un week-end férié.
- **Mme Céline Pozzobon** : soutien psychologique en langue maternelle, coopération policière, renvoi des demandes de transcription incomplètes, campagne d'inscription au registre contre la fraude.



12 h 32

M. François Ralle Andreoli

Conseiller à l'AFE (Péninsule ibérique)

- Les retards de versement des bourses pour l'accompagnement des élèves handicapés « ont battu tous les records » cette année, à la suite du départ d'un agent non remplacé, au risque de déscolarisations.
- Propose de suspendre, en cas de notification pluriannuelle de la MDPH, les frais de scolarité à hauteur du salaire non compensé de l'accompagnant, et de prendre en charge les formations payantes imposées aux accompagnants.



12 h 34

M. Karim Dendène

Conseiller à l'AFE (Afrique du Nord), élu à Alger

- Une résolution de la commission des lois avait obtenu que seules les personnes nées avant 1981 doivent redemander un certificat de nationalité pour ne pas avoir renoncé à la nationalité française à leur majorité ; la réponse « n'a pas été suivie d'effet dans les consulats ».
- Demande pourquoi les réponses aux résolutions de l'AFE ne s'appliquent pas automatiquement, et des critères communs de forme et de fond pour les refus de certificat, à la suite d'une décision du Conseil d'État.



12 h 37

Mme Warda Souihi

Conseillère à l'AFE (États-Unis d'Amérique), non-inscrite

- France Identité impose des déplacements, des téléphones compatibles et subit des dysfonctionnements : elle a dû se rendre deux fois au consulat, un code d'erreur bloquant sa certification.
- Demande la généralisation de la certification lors des tournées consulaires, des solutions pour les téléphones non compatibles et un circuit de signalement des incidents entre postes, ministère et France Identité.

VII RÉPONSES DES SERVICES

Les responsables des services répondent de 12 h 40 à 13 h 08.

- **Arnaque aux valises de drogue** : après le « plan Thaïlande », puis Malaisie et désormais Cambodge, le poste de Bangkok, avec le centre de crise et de soutien, a communiqué sur les réseaux sociaux et intercepté des jeunes avant qu'ils n'acceptent la valise, évitant d'autres arrestations.
- **Libérations anticipées au Royaume-Uni** (loi britannique de 2026) : démarches du poste, trois ministères mobilisés pour privilégier un retour encadré par un transfèrement plutôt que des arrivées sans contrôle.
- **Détenus** : les élus ont peu de rôle dans une procédure judiciaire ; des transferts de fonds sécurisés par la voie de chancellerie sont possibles. **Violences** : un groupe de travail interministériel étudie l'accès au droit des victimes, au stade de l'étude technique.
- **Nationalité et état civil** (Mme Le Pape) : la possession d'état est prise en compte, un certificat de nationalité ne devant être exigé qu'en cas de doute sérieux ; les dossiers incomplets de transcription sont désormais renvoyés, des délais ayant pu atteindre quinze ans.

- **Réponses aux résolutions** : les instructions sur les certificats de nationalité n'ont pas été envoyées aux postes parce que la sous-direction de l'accès à la nationalité française, au ministère de l'Intérieur, semble avoir changé de doctrine sur la date à retenir ; elle a été interrogée. Quel que soit le motif d'un refus de certificat, de forme ou de fond, le parquet de Nantes est consulté avant toute exploitation d'un acte.
- **Sites payants** : des « conciergeries » privées vendent des démarches gratuites sur service-public.fr ; les services invitent les élus à leur signaler les cas bloqués, l'acte pouvant être adressé directement au poste. Les détenus binationaux sont souvent considérés par leur autre pays comme ses seuls ressortissants, qui n'informe pas la France.
- **Journée défense et citoyenneté en ligne** : annoncée par le ministère des Armées pour **janvier 2028**, après un marché public. **Conditions de travail des agents** : question transmise à la mission de gestion de la DFAE. **Second tour un 1er mai** : la date s'impose au ministère, qui appelle les élus à tenir des bureaux de vote, notamment sur le continent américain.
- **Aide sociale et scolarité** (Mme Fleury) : pas de prise en charge du rapatriement des corps, mais une participation possible aux frais d'inhumation sur place ; les bourses et l'accompagnement des élèves handicapés sont attribués par l'AEFE, dont le logiciel Scolaide fait l'objet de correctifs ; la proposition de M. Ralle Andreoli sera expertisée avec l'AEFE.
- **Permis de conduire** : la directive européenne 2025/2205 permettra l'échange d'un permis de pays tiers obtenu en échange d'un permis européen ; les délais d'échange en France devraient se résorber, le ministère de l'Intérieur ayant manqué de vacataires.
- La séance est suspendue à 13 h 09 : **vote de la motion à 14 h 15**, reprise des travaux à 14 h 30.

VIII VOTE DE LA MOTION SUR LES VICE-PRÉSIDENCES DE COMMISSION

La séance reprend à 14 h 17, avec retard. La motion, débattue la veille, est soumise au vote sans débat, comme convenu le matin en bureau, sauf demande d'amendement.

- Texte lu en séance à 14 h 22 : « L'Assemblée des Français de l'étranger propose l'adoption d'une vice-présidence supplémentaire pour chaque commission de l'AFE. Cette disposition entrera en vigueur avec effet immédiat et sera inscrite au règlement intérieur lors de son adoption. »
- Le principe d'une seconde vice-présidence fait l'accord de tous les groupes en bureau ; c'est la répartition des nouveaux postes entre groupes, négociée hors bureau, qui divise.



14 h 26

Mme Stéphanie Le Vaillant Vignancour
Conseillère à l'AFE (Péninsule ibérique), groupe ALICE

- Selon la dernière version de la répartition, le groupe Défense des Français d'ici et d'ailleurs obtiendrait trois vice-présidences et ALICE plus aucune, « ce qui ne nous convient pas ».
- « Vous nous donnez des billes » : ALICE envisage **un recours**, qu'elle ne souhaite pas, et **votera contre** pour marquer son désaccord sur le processus.

- Mme Warda Souihi, pour les non-inscrits, découvre ces éléments et demande qu'au moins une des nouvelles vice-présidences leur revienne, ainsi que le report du vote ; une suspension de dix minutes est proposée, mais la présidence de séance la refuse, des invités attendant.
- **La retransmission s'interrompt vers 14 h 30**, au milieu des prises de parole, avant la proclamation.

- **La motion a été adoptée** : le vendredi 16 octobre à 11 h 54, la présidence de séance indique que l'Assemblée a « acté » la seconde vice-présidence des commissions, inscrite avec les noms des commissions au règlement intérieur actuel. Le décompte des voix n'a pas été retransmis.

IX POINTS À SUIVRE

Décisions attendues dans la journée.

SUJET	ÉTAT	INSTANCE
Motion sur les vice-présidences de commission	Adoptée (confirmé le 16 octobre) ; décompte non retransmis ; ALICE évoquait un recours	Assemblée
Noms des commissions	Actés le matin en bureau élargi	Bureau élargi
Services de la DFAE	Présentations en cours ; questions regroupées à la fin	DFAE
France Identité	Test grandeur nature du vote en ligne du 20 au 27 novembre ; conseillers invités à participer	DFAE, postes
État civil	Déclaration en ligne des naissances à l'étranger début décembre 2026	Service central d'état civil
Registre des Français de l'étranger	Durée d'inscription portée de 5 à 10 ans, en projet	DFAE
CFE	Subvention de 0,38 M€ au projet de loi de finances ; catégorie aidée et anciens contrats en suspens	Gouvernement, Parlement
Maison du handicap	Pôle dédié dans une MDPH existante, à désigner	DFAE, CNSA
Bourses d'accompagnement des élèves handicapés	Retards de versement signalés ; propositions de M. Ralle Andreoli	AEFE, DFAE
Réponses aux résolutions	Certificats de nationalité : doctrine du ministère de l'Intérieur en cours de vérification avant instructions aux postes	DFAE, Intérieur
Journée défense et citoyenneté en ligne	Annoncée pour janvier 2028	Ministère des Armées
Mandats particuliers	Noms restants attendus des groupes	Groupes
Bureaux de vote électronique	Point détaillé prévu dans l'après-midi	DFAE

Les propos entre guillemets sont ceux tenus en séance.

Note arrêtée le jeudi 15 octobre 2026, 14 h 50 (retransmission interrompue vers 14 h 30) ; adoption de la motion ajoutée le vendredi 16 octobre.